



Conseil de sécurité

Soixante-cinquième année

Provisoire

6372^e séance

Mardi 17 août 2010, à 10 heures
New York

<i>Président :</i>	M. Churkin	(Fédération de Russie)
<i>Membres :</i>		
	Autriche	M. Ebner
	Bosnie-Herzégovine	M. Vukašinić
	Brésil	M ^{me} Dunlop
	Chine	M. Yang Tao
	États-Unis d'Amérique	M ^{me} Anderson
	France	M. de Rivière
	Gabon	M. Moungara Moussotsi
	Japon	M. Sumi
	Liban	M. Salam
	Mexique	M. Heller
	Nigéria	M. Onemola
	Ouganda	M. Rugunda
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ...	Sir Mark Lyall Grant
	Turquie	M. Apakan

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506.



La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le Président (*parle en russe*) : Conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire M. Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

Il en est ainsi décidé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de M. Oscar Fernandez-Taranco. Je donne maintenant la parole à M. Fernandez-Taranco.

M. Fernandez-Taranco (*parle en anglais*) : Nous approchons d'un tournant dans les efforts de mise en place de négociations directes entre Israël et les Palestiniens. Depuis le mois de mai, les parties ont tenu sept sessions de pourparlers indirects, à l'occasion desquelles elles ont défini les domaines d'intérêt commun et énoncé leurs priorités respectives. Nous nous félicitons de la médiation constructive des États-Unis à cet égard, ainsi que des efforts inlassables de leur sénateur M. Mitchell, qui a de nouveau rencontré le Président palestinien M. Abbas, et le Premier Ministre israélien, M. Nétanyahou, les 10 et 11 août, respectivement.

Le Secrétaire général lui-même participe personnellement à ces efforts. Il reste en contact avec M. Mitchell et s'est entretenu directement avec les dirigeants palestiniens, israéliens et arabes, pour encourager des avancées dans le processus de paix. En son nom, M. Serry s'est occupé de la coordination et des consultations avec les autres envoyés du Quatuor.

Pour réussir, ces efforts exigent de la part de la région et de la communauté internationale un appui soutenu. À cet égard, nous nous félicitons de la décision prise le 29 juillet au Caire par les ministres des affaires étrangères des pays membres de la Ligue

arabe d'accorder un soutien de principe à l'engagement par le Président Abbas de négociations directes, dès qu'il le jugera opportun. Le Président Abbas a de son côté poursuivi ses consultations avec les dirigeants arabes. Il a notamment rencontré le Roi Abdallah d'Arabie saoudite le 4 août, le Président égyptien M. Moubarak, et le Roi Abdallah de Jordanie le 12 août, ainsi que l'Émir du Qatar, le cheikh Hamad bin Khalifa al-Thani le 13 août. Le Premier Ministre israélien, M. Nétanyahou a également rencontré le Roi Abdallah de Jordanie le 27 juillet.

Les parties procèdent actuellement à des délibérations internes sur l'engagement éventuel de pourparlers directs. Nous les exhortons à faire preuve de bonne volonté dans leurs délibérations et espérons que les dirigeants des deux parties sauront saisir cette occasion pour s'engager sur la voie de progrès décisifs en vue d'un règlement à deux États, viable et acceptable par tous, dans un délai réaliste. Afin de les encourager à franchir ce pas, nous demeurons en contact étroit avec nos partenaires au sein du Quatuor de façon à ce que des négociations directes sérieuses puissent être engagées le plus rapidement possible.

Si l'on veut que ces négociations soient couronnées de succès, il est indispensable de maintenir un climat favorable sur le terrain. Les parties doivent honorer les engagements auxquels elles ont souscrits au titre de la Feuille de route et leurs obligations découlant du droit international, comme l'a souligné à nouveau le Quatuor le 19 mars à Moscou.

Le moratoire partiel sur la construction de colonies de peuplement en Cisjordanie expire le 26 septembre. Nous demandons que ce moratoire soit maintenu au-delà de la date butoir et étendu à toutes les activités de peuplement sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Je tiens à rappeler qu'au titre de la Feuille de route, Israël est tenu de geler toutes les activités de peuplement, y compris dans le cadre de la croissance naturelle, et de démanteler tous les avant-postes construits depuis mars 2001.

À l'occasion du mois saint musulman du ramadan, les autorités israéliennes ont enlevé trois obstacles à la circulation en Cisjordanie, elles ont prolongé les heures de fonctionnement de certains postes de contrôle et ont légèrement desserré les restrictions imposées à l'accès à Jérusalem, pour les prières du vendredi sur le mont du Temple. Le nombre des obstacles à la circulation dans toute la Cisjordanie demeure supérieur à 500. Il convient de desserrer

encore les restrictions entravant la circulation et l'accès à ces zones, notamment les obstacles créés par la barrière.

Nous sommes en outre préoccupés par l'augmentation du nombre de démolitions ou de démantèlements de bâtiments appartenant aux Palestiniens de la zone C, qui a eu des incidences sur 212 personnes, en entraînant notamment des déplacements de populations. La situation est particulièrement inquiétante à Al-Farisiya, dans le nord de la vallée du Jourdain, où deux familles risquent de voir détruire l'abri qui leur a été fourni par l'Autorité palestinienne, avec l'appui de la communauté internationale, lorsqu'elles ont été expulsées de leurs maisons cette année.

Pendant la période considérée, les forces de sécurité israéliennes ont effectué 313 incursions en Cisjordanie. Dans le cadre de ces opérations, un Palestinien a été abattu par les soldats israéliens le 22 juillet, alors qu'il essayait de s'introduire dans la colonie de peuplement de Barkan. Au total, 15 Palestiniens ont été blessés et 162 arrêtés, tandis que trois soldats israéliens ont également été blessés. Des heurts fréquents se sont produits entre manifestants protestant contre la présence du mur et forces israéliennes. Suite à ces manifestations, neuf Palestiniens ont été blessés tandis que d'autres ont été arrêtés ou ont souffert des suites de l'inhalation de gaz.

Il y a eu 22 incidents violents du fait de colons israéliens à l'encontre de Palestiniens, qui ont fait sept blessés parmi les Palestiniens et des dégâts matériels. Suite à la démolition par les forces israéliennes de bâtiments dans la colonie de Bracha près de Naplouse, le 26 juillet, des colons israéliens s'en sont pris le même jour au village palestinien de Burin et ont récidivé le 30 juillet, dans le cadre de ce qu'ils appellent des représailles « au coût pour coût ».

Le 15 août, l'Autorité palestinienne, sous l'égide de son Premier Ministre, M. Fayyad, a publié un rapport faisant le bilan des progrès accomplis dans le programme gouvernemental d'édification de l'État sur deux ans, et qui indique que des progrès considérables ont été réalisés dans la mise en place d'institutions solides et l'édification d'une société stable. L'ONU s'en félicite. Cependant, sans important financement extérieur supplémentaire, l'Autorité palestinienne risque de connaître une grave crise de liquidités en septembre et elle aura des difficultés à payer les

salaires du mois d'août. Les fonds disponibles s'élèvent actuellement à 507 millions de dollars, chiffre inférieur aux prévisions budgétaires de presque 200 millions de dollars. L'Autorité palestinienne a également épuisé presque toutes ses possibilités d'obtention de crédits auprès des banques commerciales. Selon les premières estimations faites à ce jour relativement aux annonces de contributions des donateurs pour l'année 2010, le déficit de financement sera supérieur à 300 millions de dollars. Les donateurs doivent réaffirmer leur appui, afin de renforcer la stabilité, ce qui est vital dans le contexte de la reprise des négociations.

À Jérusalem, la relative retenue observée ces derniers mois a été compromise suite aux nouvelles annonces d'activités de construction, de démolitions et d'expulsions. Ainsi, le 29 juillet, des colons israéliens se sont emparés par la force d'un bâtiment où logeaient neuf familles palestiniennes, dans le quartier musulman de la vieille ville de Jérusalem-Est. Le 27 juillet, la municipalité de Jérusalem a détruit cinq bâtiments à vocation commerciale dans le village de Hizma, ce qui met en danger les capacités de subsistance des familles concernées. Le 2 août, la municipalité de Jérusalem a autorisé la construction de 40 logements dans la colonie de Pisgat Zéev à Jérusalem-Est.

La situation des quatre membres du Conseil législatif affiliés au Hamas n'est pas encore réglée. Le procès de l'un d'entre eux a été reporté à novembre. Il est toujours détenu par les autorités israéliennes, tandis que le Comité international de la Croix-Rouge s'occupe toujours des trois autres. Nous exhortons les autorités israéliennes à régler de façon satisfaisante cette situation intenable.

Nous continuons à suivre de près les effets de la nouvelle politique d'Israël à Gaza, après l'annonce par le Gouvernement israélien, le 20 juin, d'une série de mesures visant à assouplir le blocus, et la décision prise par Israël le 5 juillet de passer d'une liste de produits dont l'entrée à Gaza est autorisée à une liste de produits dont l'entrée est interdite ou restreinte. Le volume et la variété des fournitures entrant à Gaza ont continué d'augmenter au cours de la période considérée. La moyenne hebdomadaire des entrées de produits importés par camion a atteint 1 006 chargements, ce qui représente une augmentation de presque 30 % par rapport à la moyenne de la dernière période considérée, qui était de 780, et une augmentation de 80 % par rapport à la moyenne

hebdomadaire atteinte en 2010 avant l'adoption de ces nouvelles mesures, soit 553 chargements.

La décision prise par Israël de permettre l'entrée de 100 millions de shekels israéliens en espèces à Gaza, ainsi que l'échange de 31,5 millions de shekels israéliens en billets abîmés contre de nouveaux billets depuis la mi-juillet, a permis d'atténuer considérablement la crise de liquidités à Gaza, et nous nous en félicitons. Des mesures supplémentaires et des accords bancaires réglementés seront indispensables pour répondre aux besoins de liquidités et procéder au paiement des salaires.

En dépit de ces avancées, les importations vers Gaza demeurent bien en deçà de la moyenne hebdomadaire des marchandises acheminées par camions avant le bouclage institué en 2007. L'assouplissement actuel ne suffit pas à répondre aux besoins vitaux et à plus long terme des Gazaouis en matière de construction et de réhabilitation, ni à relancer l'économie officielle. Pour y parvenir, le Quatuor a appelé, dans sa déclaration du 21 juin, à une solution globale qui garantisse le passage sans entrave de l'aide humanitaire, des marchandises et des personnes à destination et en provenance de Gaza; prenne en compte les préoccupations légitimes d'Israël en matière de sécurité, notamment en mettant fin à la contrebande d'armes vers Gaza; et favorise l'unité palestinienne, sur la base des engagements pris par l'Organisation de libération de la Palestine, et la réunification de Gaza et de la Cisjordanie sous le contrôle de l'Autorité palestinienne légitime, conformément à la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité.

Le passage de Rafah est resté ouvert à des fins humanitaires et pour permettre aux détenteurs de visa de se rendre dans d'autres pays, y compris pour des pèlerinages religieux. L'Égypte poursuit ses efforts pour empêcher la contrebande le long de ses frontières avec Gaza, avec la découverte et la fermeture de 17 tunnels utilisés pour faire passer du ciment, de l'acier et d'autres matériaux de construction.

De même, bien que nous nous félicitons qu'Israël ait récemment accepté 11 projets de construction de l'ONU à Gaza, nous craignons toutefois que la mise en œuvre de ces projets soit gênée si les lourdes procédures actuelles en matière d'autorisation et d'entrée des matériaux ne sont pas allégées. Ces procédures ont déjà entraîné d'importants

retards dans les projets approuvés précédemment. Le projet de construction de logements à Khan Younis, accepté sur le principe au moment de la réunion du Quatuor le 19 mars 2010, a dû attendre trois mois pour être autorisé dans les faits. En raison des exigences strictes imposées à l'approbation des projets et à l'entrée des matériaux, les coûts des projets ont doublé.

Au vu des projets nouvellement adoptés, il sera essentiel d'améliorer l'efficacité des procédures en vigueur. Nous attendons avec intérêt de poursuivre un dialogue constructif avec les autorités israéliennes afin de faciliter la mise en œuvre sans entrave de ces projets et des projets futurs de l'ONU dans des domaines prioritaires.

Par ailleurs, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a annoncé, le 16 août dernier, qu'il accusait un déficit de 84 millions de dollars, pouvant bientôt le contraindre à fermer des écoles et des cliniques dans la bande de Gaza. J'appelle la communauté internationale à aider l'UNRWA à remplir son importante mission en termes de services sanitaires, éducatifs et sociaux, à Gaza et partout ailleurs dans la région.

Les efforts palestiniens se sont poursuivis pendant la période à l'examen pour faire face à la crise électrique qui entraîne de graves difficultés pour la population de Gaza et compromet le fonctionnement des hôpitaux, entre autres. Nous exhortons les parties palestiniennes concernées à régler leurs différends internes et à parvenir à une solution durable pour rétablir un approvisionnement en électricité fiable à Gaza.

La date du 4 août a marqué le 1 500^e jour de captivité du caporal israélien Gilad Shalit. Nous regrettons sincèrement que les appels internationaux en faveur de sa libération, d'un accès humanitaire immédiat et d'un échange de prisonniers n'aient pas été entendus.

Au cours de la période à l'examen, des groupes de militants palestiniens ont tiré, depuis Gaza, six roquettes et trois mortiers en direction d'Israël, ne faisant aucun blessé. Au cours d'un incident grave, une roquette Grad a été tirée le 30 juillet depuis Gaza sur la ville israélienne d'Ashkelon, sans faire de victime. Nous continuons de condamner les tirs de roquettes, qui visent aveuglément les civils. Cette attaque a été suivie par une frappe aérienne sur Gaza pendant la

nuits, qui a tué un commandant du Hamas. Les forces de sécurité israéliennes ont procédé à 11 frappes aériennes et à 11 incursions dans la bande de Gaza, causant ainsi la mort de 3 militants et en blessant 2 autres, ainsi que 22 civils et 5 policiers. Nous appelons instamment au calme et au plein respect du droit international humanitaire par toutes les parties. Les forces de sécurité israéliennes continuent de restreindre l'accès des Palestiniens aux zones terrestres de Gaza situées entre 1 000 et 1 500 mètres de la Ligne verte, et aux zones maritimes se trouvant au-delà de trois milles nautiques de la côte, ce qui pèse gravement sur les moyens de subsistance.

J'ai le regret de ne pouvoir faire état d'aucun progrès concernant la réconciliation intrapalestinienne dans le cadre de la proposition de médiation égyptienne, malgré les visites d'éminentes personnalités palestiniennes indépendantes à Gaza. Nous exhortons les factions palestiniennes à s'efforcer ensemble de surmonter leurs dissensions internes. Fait positif, plusieurs prisonniers ont été libérés le 11 août à Gaza, dans un geste humanitaire accordé à l'occasion du début du ramadan, et ce parallèlement à la libération de prisonniers en Cisjordanie, à laquelle j'ai fait allusion plus haut.

Le 2 août, le Secrétaire général a annoncé la création d'une commission d'enquête sur l'incident de la flottille du 31 mai. Cette évolution spectaculaire est le fruit de consultations intensives entre dirigeants israélien et turc. Le Secrétaire général a remercié les Chefs de ces deux États pour leur esprit de compromis. La Commission d'enquête se compose de l'ancien Premier Ministre néo-zélandais, M. Geoffrey Palmer, en tant que Président; de l'ancien Président colombien, M. Alvaro Uribe; d'un représentant israélien, M. Joseph Ciechanover et d'un représentant turc, M. Özdem Sanberk.

Le Secrétaire général a exprimé l'espoir que la Commission d'enquête s'acquittera de son mandat à la lumière de la déclaration du Président du Conseil de sécurité (S/PRST/2010/9), et avec la pleine coopération des autorités nationales compétentes dans les deux pays. La Commission identifiera et examinera les faits, les circonstances et le contexte dans lesquels s'est déroulé l'incident de la flottille, et recommandera les moyens d'éviter de futurs incidents. À cette fin, la Commission recevra et examinera les rapports des enquêtes nationales réalisées sur l'incident et demandera aux autorités nationales compétentes les

éclaircissements et les informations qu'elle jugera nécessaires. La Commission d'enquête décidera des mesures à prendre concernant la conduite de ses travaux et travaillera en collaboration avec les autorités nationales. Elle n'est pas destinée à déterminer les responsabilités pénales individuelles.

La Commission s'est réunie à New York pendant deux journées entières, les 10 et 11 août. Ses membres ont rencontré le Secrétaire général, qui a décrit la manière dont il envisageait leur tâche. Le Secrétaire général a formé l'espoir que l'accord relatif à la Commission ait un effet positif sur les relations entre la Turquie et Israël, et sur la situation générale au Moyen-Orient. La Commission a entamé des discussions de fond sur la manière dont elle conduira ses travaux, et ses membres se réuniront à nouveau au début du mois de septembre. Ils s'efforceront de présenter au Secrétaire général un rapport d'étape le 15 septembre.

Sous la présidence du juge Turkel, la commission israélienne chargée d'examiner l'incident maritime du 31 mai 2010 a poursuivi son travail et entendu les témoignages du Premier Ministre, M. Nétanyahou, du Ministre de la défense, M. Barak, et du chef d'état-major, le général Ashkenazi, pendant la semaine du 9 août. Le 12 août, le Gouvernement turc a, lui aussi, annoncé la création d'une commission d'enquête nationale sur les événements du 31 mai.

Je passe maintenant aux questions régionales, la situation dans le Golan syrien occupé est demeurée stable, bien que les activités de peuplement se soient poursuivies. Malheureusement, je dois signaler un certain nombre d'incidents graves survenus dans la région pendant cette période. Le 2 août, cinq roquettes ont été tirées vers Eilat, en Israël, et Aqaba, en Jordanie, tuant un civil jordanien et en blessant trois autres. Les pays concernés doivent coopérer pour que les responsables de cet acte de terrorisme soient poursuivis.

Comme le Conseil en a déjà été informé, il y a eu un autre incident grave, cette fois-ci sur la Ligne bleue, avec un échange de tirs survenu entre l'Armée libanaise et les Forces de défense israéliennes le 3 août. Il s'agit de l'incident le plus grave qui se soit produit depuis l'adoption de la résolution 1701 (2006). Une enquête de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) est en cours, et le Conseil de sécurité sera dûment informé de ses conclusions. Tout au long du mois, les survols du territoire libanais se

sont poursuivis presque quotidiennement, ce qui constitue une violation de la résolution 1701 (2006) et de la souveraineté libanaise. Le 20 juillet, le Premier Ministre libanais a demandé au Conseil de sécurité de proroger le mandat de la FINUL pour une nouvelle période d'un an sans y apporter de modification.

Au Liban, quelques faits nouveaux d'importance sont également à signaler au cours de la période à l'examen sur les plans politique et de la sécurité. Le 31 juillet, le Président libanais a organisé à Beyrouth une rencontre conjointe avec le Roi d'Arabie saoudite et le Président syrien. En outre, l'Émir du Qatar a effectué un voyage officiel du 31 juillet au 2 août au Liban, où il s'est notamment rendu dans plusieurs villages du sud du pays. Ces visites, qui attestent d'un ferme attachement des pays arabes voisins du Liban au maintien du calme dans le pays, ont eu lieu dans un contexte de tensions croissantes dues aux spéculations, rumeurs et allégations qui se sont fait jour concernant d'éventuelles mises en examen par le Tribunal spécial pour le Liban.

Le 14 août, le chef présumé du Fatah al-Islam, M. Abdul Rahmane Awadh, et son second, M. Abou Bakr Moubarak, ont été tués au cours d'une embuscade tendue dans la vallée de la Bekaa par les services de renseignement de l'armée libanaise. Le Fatah al-Islam, un groupe islamiste extrémiste, s'est rendu tristement célèbre après avoir affronté durant trois mois l'armée libanaise dans le camp de réfugiés palestiniens de Nahr el-Bared en 2007.

Le Parlement libanais a examiné aujourd'hui un projet de loi visant à accorder certains droits civils aux réfugiés palestiniens, après un mois d'intenses débats au sujet de la portée et de l'applicabilité de cette loi. L'ONU a appelé tous les acteurs politiques à améliorer le régime juridique applicable aux réfugiés palestiniens au Liban, sans porter atteinte à leur droit au retour.

L'ONU continue également de travailler en collaboration étroite avec le Comité de dialogue

libano-palestinien sur plusieurs questions en suspens relatives à la situation des réfugiés palestiniens au Liban, telles que l'accès limité au camp de réfugiés de Nahr el-Bared et la situation des Palestiniens ne disposant d'aucune pièce d'identité officielle. Si la reconstruction du camp progresse, nous demeurons préoccupés par l'insuffisance des fonds versés à l'UNRWA, aussi bien pour la reconstruction du camp de Nahr el-Bared que pour son budget global. Il est absolument essentiel que les donateurs poursuivent leurs généreuses contributions financières afin d'assurer les services sociaux de base, notamment en matière de santé et d'éducation, et de permettre que la reconstruction du camp de Nahr el-Bared se poursuive.

Nous restons convaincus que seules des négociations directes et sérieuses peuvent permettre d'aboutir à une solution globale et durable qui réponde aux aspirations des Israéliens et des Palestiniens et mette fin à l'occupation remontant à 1967. L'ONU est prête à appuyer ce processus, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et dans le cadre des accords internationaux applicables. Les deux parties doivent faire preuve d'une forte volonté politique pour faire avancer les négociations et répondre aux aspirations des deux peuples. De même, le processus parallèle d'édification d'un État palestinien doit se poursuivre, l'appui régional et international doit être soutenu et il faut continuer de rechercher une paix globale dans la région telle qu'envisagée dans le mandat de la Conférence de Madrid, les résolutions du Conseil de sécurité et l'Initiative de paix arabe.

Le Président (*parle en russe*) : Je remercie M. Fernandez-Taranco de son exposé.

Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, j'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 10 h 35.